

Belfius va clôturer sa ligne de crédit de 500 millions d'euros pour la Région bruxelloise

Alors que Standard & Poor's maintient sa note pour la Région bruxelloise, le ministre bruxellois du Budget, Sven Gatz, annonce que Belfius va, dès le 1^{er} janvier 2026, mettre fin à sa ligne de crédit de 500 millions d'euros vis-à-vis de la Région-Capitale.

Légère éclaircie lundi dans le ciel bruxellois avant de voir les nuages débarquer et laisser place à des averses. Alors que l'agence de notation Standard & Poor's annonçait le **maintien de la note de crédit de la Région de Bruxelles-Capitale** (à A avec une perspective négative), le ministre bruxellois du Budget, **Sven Gatz** (Open Vld), expliquait avoir reçu un **courrier de la banque Belfius** la semaine passée lui signifiant **la fin, dès le 1^{er} janvier 2026, de la ligne de crédit de 500 millions d'euros** mise à disposition de la Région bruxelloise.

Sans être dramatique, **cette clôture** de la ligne de crédit de 500 millions ouverte pour la Région **n'est pas une excellente nouvelle**. Lorsqu'ils sont utilisés – ce qui est rarement le cas – ces crédits servent à couvrir les besoins en liquidités.

Deux lignes de crédit rarement utilisées

"Dans le passé, ces lignes de crédit ont rarement été utilisées par le gouvernement bruxellois. À terme, cela représente toutefois un risque important, car les déficits temporaires dus à un déséquilibre entre les recettes et les dépenses seront de plus en plus difficiles à combler", avertit Sven Gatz.

En temps normal, la Région bruxelloise bénéficie de **deux lignes de crédit de 500 millions**, une chez **Belfius** et une autre auprès d'**ING**, et la Région peut tirer sur ces lignes quand elle le souhaite. Au début de cette année, Belfius avait déjà laissé entendre qu'elle allait réduire son contrat caissier – une forme de crédit à court terme – à 200 millions d'euros avant de revenir sur sa position à la fin du mois de mars en confirmant qu'elle maintenait sa ligne à 500 millions d'euros. Dans la foulée, ING avait confirmé la mise à disposition de sa ligne de 500 millions d'euros.

Jusqu'en 2022, la Région bruxelloise pouvait compter sur un **contrat caissier d'un milliard d'euros mis à disposition par Belfius**, mais, cette année-là, la banque avait revu sa ligne à la baisse, la ramenant à 500 millions d'euros, ce qui avait poussé la Région à aller frapper à la porte d'ING afin de disposer d'une autre ligne de 500 millions d'euros.

Entre sécurité et image

Les banques sont généralement avares de tout commentaire concernant ces lignes de crédit. Une source politique bien au fait de cette problématique nous a expliqué que ces lignes n'avaient pas dû être utilisées au cours de la dernière législature. Et quand il avait été question de la baisse de la ligne de Belfius à 200 millions avant qu'elle ne soit finalement remontée, **Belfius** avait fait état de sa **trop grande exposition à la Région bruxelloise**, en parlant des communes, des intercommunales et des associations hospitalières.

La suppression de cette ligne de crédit est surtout un **problème d'image financière**, précise notre source politique, expliquant que Standard & Poor's y fait attention au moment d'attribuer une note à la Région. "Si on conserve une des deux lignes, tout va bien", garantit également notre interlocuteur, même s'il ne s'agit généralement que de lignes ouvertes par sécurité. Reste à espérer aujourd'hui qu'il n'y ait pas une sorte d'effet d'entraînement du côté d'ING qui pourrait être tentée de s'aligner. Contactée, la banque n'a pas souhaité réagir.

"Les marchés financiers ont **encore confiance dans la capacité de la Région à honorer ses engagements**, mais la situation budgétaire reste préoccupante. Le voyant sur le tableau de bord reste allumé, nous devons agir maintenant pour éviter le pire", explique le ministre Gatz, en réagissant au maintien de la note de la Région par Standard & Poor's.

Réduction urgente de la dette

Au passage, le ministre – sortant – du Budget insiste pour une **réduction urgente de la dette de la Région** afin de diminuer les charges d'intérêts à terme. Pour 2025, il est question de déboursier 80 millions d'euros pour les intérêts de la dette et l'Agence de la dette évoque un montant similaire pour 2026 si rien ne bouge.

Selon des chiffres diffusés au début du mois de juillet par l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA), **entre 2016 et 2024, la dette bruxelloise est passée de 4,6 à 15,6 milliards d'euros**.

Parallèlement à cela, les négociateurs bruxellois poursuivent les discussions pour tenter de confectionner un budget pour la Région bruxelloise.

Le résumé

- L'agence de notation **Standard & Poor's** a décidé de **maintenir la note de la Région bruxelloise**.
- Par contre, dès le 1er janvier 2026, **Belfius va supprimer sa ligne de crédit de 500 millions** d'euros vis-à-vis de la Région bruxelloise.
- Voilà qui pourrait encore compliquer l'accès aux financements pour la Région, même si cette **ligne n'est quasiment jamais utilisée**.
- Dans le même temps, **les négociateurs bruxellois** continuent à tenter de faire un **budget**.

Nicolas Keszei